

EDITORIAL

Sens

EN assurance, on pourrait l'appeler un contrat «par tacite reconduction». Le PJD et le PPS qui se réconfortent mutuellement et se promettent, avant la fin du mandat, de rester ensemble, indépendamment du résultat du scrutin. Un reconditionnement qui n'est certes pas sans racines d'opportunisme électoral. Pour le reste, le mal de tête politique continue. Récapitulons. Dans un mariage qui a largement dépassé la nuit de noce, a-t-on besoin de sceller solennellement ses perspectives de longévité?

Une lecture indulgente: dans ce couple, l'ambiance serait véritablement apaisée. La présence du PPS dans ce gouvernement a révélé depuis le départ une petite zone de cohabitation «gauche». Ce serait même le poil à gratter progressiste du gouvernement Benkirane: il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître, une fois au moins, dans l'épisode du cahier des charges de l'audiovisuel. Dans ce scénario idyllique, les frontières entre la social-démocratie et l'islamisme se seraient même estompées dans une vision réconciliée.

Une lecture beaucoup plus sévère: le pacte ne serait qu'une sortie de crise dont le seul mérite est de donner un peu de force à la majorité et d'éviter que la fissure PJD-RNI ne se propage. Conjurons donc quelques doutes... ceux qui laisseraient penser que derrière une alliance bien fragile, l'on cherche surtout à prévenir des risques pressants d'infidélité. A l'évidence, dans un scénario comme dans l'autre, il manque le plus important: la construction de sens. □

Mohamed BENABID

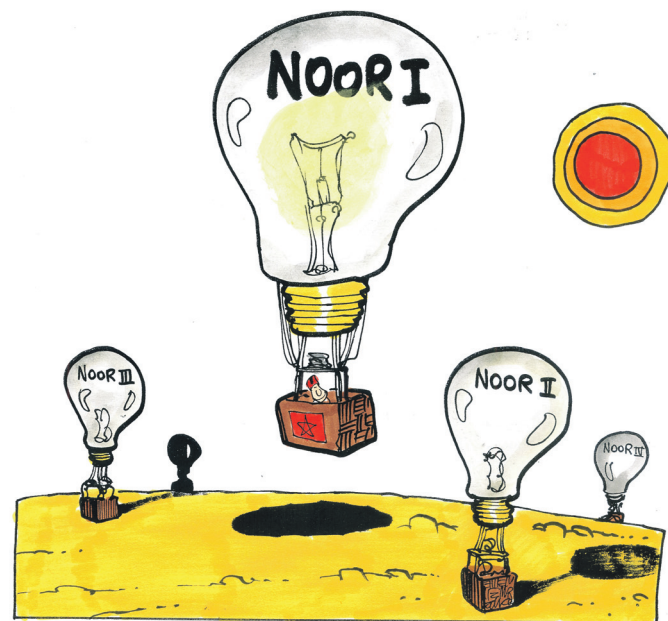
Solaire: Masen sécurise 2020

• **La joint-venture Alsolen démarre dès 2017**

• **L'agence lance les premières études de Noor PV II**

• **Cinq nouveaux sites pour compléter le dispositif**

Voir page 11



La contre-attaque d'une filiale de Samir

UN 3e chapitre vient de s'ouvrir dans l'affaire de la Samir. Une des dix filiales du raffineur vient d'assigner en justice le syndic Mohammed El Krimi. La Société de distribution de carburants et de combustibles n'a pas accepté l'ingérence de cet expert-comptable, mandaté par le tribunal de commerce pour relancer la com-

pagnie pétrolière. Ce nouvel épisode inaugure un débat juridique dans ce dossier: la liquidation judiciaire d'un groupe est-elle étendue à ses filiales? La question intervient à l'heure où la voix de feu Abraham Serfaty résonne toujours comme appel à un examen de conscience... politique! □

Voir pages 2 & 4

■ **Les MRE ont transféré plus de 6 milliards de dollars en 2015**

Voir De Bonnes Sources

■ **Casablanca aura bientôt sa marque**

Voir Analyse pages 6 & 8

■ **Du génie dans l'entrepreneuriat social**

Voir Compétences & RH

Pour une agriculture plus forte



Spécial SIAM 2016
En kiosque le mardi 26 avril 2016

L'ECONOMISTE

المصباح ASSABAH